

COUNCIL OF EUROPE



CONSEIL DE L'EUROPE

Strasbourg, le 17 août 2020

CDDG(2020)5
Point 3 de l'ordre du jour

COMITE EUROPEEN SUR LA DEMOCRATIE ET LA GOUVERNANCE (CDDG)

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU CDDG CONFORMEMENT A SON MANDAT POUR 2020-2021

Note du Secrétariat
établie par la
Direction générale de la démocratie
Division de la gouvernance démocratique

Introduction

Le présent document fournit des informations sur l'état de mise en œuvre des tâches principales et spécifiques du Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) pour l'exercice biennal 2020-2021.

En raison de la pandémie de Covid-19, le plan de travail qui avait été approuvé par le CDDG lors de sa 9e réunion a été modifié. Le plan de travail révisé ci-dessous tient compte des changements de dates, de la modification des méthodes de travail (avec l'organisation de réunions par visioconférence) et de l'organisation d'une réunion thématique du CDDG consacrée à la gouvernance démocratique et à la réponse au Covid-19.

Action

Le CDDG est invité à prendre note des informations ci-dessous et à les utiliser comme base de discussion sur les progrès réalisés, les défis à venir et l'identification de nouvelles priorités éventuelles pour le travail du CDDG.

ÉTAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITÉS DU CDDG CONFORMEMENT SON MANDAT 2020-2021

PRINCIPALES TÂCHES

Sous l'autorité du Comité des Ministres, compte tenu des rapports du Secrétaire Général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'Etat de droit, et en s'appuyant sur les réalisations dans le domaine de la démocratie locale et régionale et de la gouvernance à plusieurs niveaux, le Comité européen sur la démocratie et la gouvernance (CDDG) guidera les travaux intergouvernementaux du Conseil de l'Europe dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance démocratique et conseillera le Comité des Ministres dans son domaine de compétence, en tenant pleinement compte des perspectives transversales appropriées. Le CDDG aura pour mission globale de contribuer au renforcement des institutions démocratiques, aux réformes de l'administration publique, à la décentralisation et à la bonne gouvernance, tout en posant un accent particulier sur le renforcement de la participation des citoyens et de l'éthique publique. Le CDDG s'attaquera aussi à la question de comment saisir les opportunités offertes par le développement technologique et faire face aux défis qu'il pose afin de renforcer la gouvernance et la démocratie ainsi que la confiance des citoyens. En particulier, le CDDG est chargé de

Tâches générales	Etat de mise en œuvre en 2020
(i) servir de forum dans lequel les membres, en y associant le cas échéant les participants et les observateurs, échangent des informations, points de vue et expériences et diffusent des bonnes pratiques en matière de conception et de mise en œuvre de réformes, y compris par le biais de la compilation de bonnes pratiques et de l'élaboration des lignes directrices ;	<ul style="list-style-type: none"> - au cours de la 11e réunion du CDDG, il est prévu que, en tant que document vivant, le guide sur l'éthique publique soit mis à jour avec des études de cas supplémentaires fournies par les membres du CDDG, - les lignes directrices sur la démocratie électronique sous forme de boîte à outils, qui seront approuvées lors de la 11e réunion du CDDG, comprennent une multitude d'études de cas fournies par les membres du CDDG, - un site web sur les réponses nationales au Covid-19 a été mis en place, avec des informations fournies par les membres du CDDG, - en juin 2020, la réunion thématique du CDDG sur la réponse de la gouvernance démocratique au Covid-19 a fourni une plate-forme aux membres du CDDG et aux autres participants pour discuter de la manière de garantir que la réponse à la pandémie actuelle est conforme aux normes démocratiques et aux 12 Principes de bonne gouvernance démocratique. Plusieurs ministres ont pris la parole lors de la réunion thématique, notamment le Vice-Ministre de la protection civile de la Grèce, le Ministre de l'Administration publique de la Croatie, le Vice-Ministre de l'intérieur de l'Albanie et le Secrétaire d'État au gouvernement local de la Serbie.

<p>(ii) répondre aux demandes concernant la législation, les pratiques et les expériences au niveau national, émanant des Etats membres qui envisagent de revoir leurs politiques et de réformer leur législation, y compris par le biais d'examens par les pairs et le service de réponse rapide ;</p>	<p>En 2020, 6 questionnaires ont été diffusés par le service de réponse rapide, à savoir le</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les politiques d'intervention, - Formation d'une coalition majoritaire, - Utilisation commerciale des symboles nationaux, - Covid-19 et la gouvernance démocratique, - Fusion des unités administratives-territoriales, - Les élections locales. <p>Un examen par les pairs sur la consolidation territoriale / fusion municipale est prévu dans le cadre du projet du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance en République slovaque, en septembre. Un autre examen par les pairs a été demandé par la Finlande. La date sera fixée en temps utile.</p>
<p>(iii) développer en tant que de besoin des normes relatives à la modernisation des institutions démocratiques, de l'administration publique, la participation des citoyens et la gouvernance démocratique à tous les niveaux ;</p>	<p>En mars 2020, le Comité des Ministres a adopté les lignes directrices sur l'éthique publique. Le CDDG prépare actuellement des normes/directives sur les normes électorales et sur la responsabilité des élus aux niveaux local et régional.</p>
<p>(iv) promouvoir la mise en œuvre des 12 Principes de bonne gouvernance au moyen d'actions ciblées et d'outils du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance ;</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Les 12 Principes de bonne gouvernance démocratique sont constamment mentionnés dans tous les documents du CDDG et constituent la base des boîtes à outils et des critères de référence du Centre d'expertise. - En 2020, une nouvelle boîte à outils et un nouveau référentiel sur l'éthique publique pour les autorités centrales seront finalisés. Elle reflète les lignes directrices 2020 sur l'éthique publique et complète une boîte à outils et un référentiel existants applicables au niveau local (la conduite éthique est le principe 6). Il sera examiné par le CDDG lors de sa 11ème réunion. - Lors de sa participation à la Conférence internationale en ligne sur la participation civile à la prise de décision, le président <i>ad interim</i> du CDDG participe aux travaux du CDDG dans ce domaine, qui développe le principe 1 des 12 Principes de la bonne gouvernance démocratique, ainsi que la boîte à outils sur la participation civile du Centre d'expertise, qui a été mise à jour en 2020.

<p>(v) sans préjudice des mandats des comités intergouvernementaux du Conseil de l'Europe qui suivent déjà les travaux des mécanismes de monitoring, suivre les activités des organes de monitoring et des autres organes ou mécanismes conventionnels pertinents ;</p>	<p>Le CDDG suit les activités des autres organes du Conseil de l'Europe travaillant dans le domaine de la démocratie et de la gouvernance. Une mise à jour des activités pertinentes du Secrétaire Général, du Comité des Ministres, de l'Assemblée parlementaire, du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux, de la Conférence des OING, de la Commission de Venise et du GRECO est fournie dans un mémorandum du Secrétariat qui est soumis au CDDG lors de chaque réunion plénière.</p>
<p>(vi) contribuer et assurer un suivi aux sessions du Forum mondial de la démocratie du Conseil de l'Europe dès lors que ses thèmes font partie du mandat du CDDG ;</p>	<p>Il est prévu que, lors de sa 11ème réunion, le CDDG entende une présentation sur la prochaine DCE. Le Secrétariat de la DCE a déjà présenté le programme au Bureau du CDDG, en lui demandant de coopérer à la diffusion d'informations à son sujet.</p>
<p>(vii) promouvoir et suivre la mise en œuvre des instruments non contraignants qu'il a préparés ;</p>	<p>Le CDDG promeut la mise en œuvre des instruments non contraignants qu'il a préparés à travers les projets qui sont conçus et mis en œuvre par le Centre d'expertise et ses boîtes à outils.</p>
<p>(viii) procéder à un échange de vues annuels afin d'évaluer ses activités et de conseiller le Comité des Ministres et la Secrétaire Générale sur les priorités futures dans son secteur, y compris les nouvelles activités éventuelles et celles qui pourraient être arrêtées ;</p>	<p>Il est proposé que cet échange de vues ait lieu lors de la 12e réunion du CDDG.</p>
<p>(ix) veiller aux perspectives d'égalité de genre et des droits de l'enfant, à l'édification de sociétés cohésives et à la promotion et la protection des droits des personnes handicapées dans l'exécution de ses tâches tout en associant de façon étroite la société civile dans ses travaux ;</p>	<p>Des rapporteurs sur l'égalité des sexes et le handicap ont été nommés. La société civile est étroitement associée à ses activités grâce à la participation active des représentants de la Conférence des OING.</p>
<p>(x) conformément aux décisions CM/Del/Dec(2013)1168/10.2 du Comité des Ministres, procéder à intervalles réguliers, dans les limites des ressources disponibles et en tenant compte de ses priorités, à un examen de certaines ou de toutes les conventions placées sous sa responsabilité, en coopération, le cas échéant, avec les organes conventionnels pertinents, et en faire rapport au Comité des Ministres.</p>	<p>Des activités pour mettre en œuvre cette tâche ne sont pas prévues actuellement. En général, par leurs activités, le CDDG et le Centre d'expertise suivent les développements concernant la mise en œuvre de la Charte de l'autonomie locale ainsi que des instruments du Conseil de l'Europe sur la coopération transfrontalière.</p>

<p>(xi) contribuer à la réalisation de l'Agenda 2030 des Nations Unies pour le développement durable, en particulier en ce qui concerne l'objectif 11 : Villes et communes durables et l'objectif 16 : Paix, Justice et Institutions efficaces.</p>	<p>Les SDG sont pris en compte dans les travaux du CDDG et du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance. Une page spéciale sur les SDG a été créée sur la page web de la division de la gouvernance démocratique.</p>
---	--

TÂCHES SPÉCIFIQUES

<p>(i) S'appuyant sur ses travaux antérieurs sur la démocratie électronique et en tenant compte des résultats de la 129e session du Comité des ministres à Helsinki, préparer un rapport sur l'impact de la transformation numérique, y compris l'intelligence artificielle et l'automatisation des prises de décision, sur la démocratie et la bonne gouvernance, de façon à également contribuer aux travaux du CAHAI.</p>	<p>La préparation de l'étude est en cours au sein du groupe de travail sur la démocratie et la technologie, qui a tenu sa première réunion en janvier 2020. 3 auditions ont été organisées et 3 documents de travail ont été rédigés, y compris la structure de l'étude. La deuxième réunion devrait avoir lieu en ligne en septembre 2020.</p> <p>Le rapporteur sur la démocratie et la technologie (M. Peter Andre, Autriche) assure la coordination et la liaison avec le CAHAI. En 2020, il a participé à la deuxième réunion plénière du CAHAI.</p> <p>Un espace web restreint a été mis en place pour que tous les membres du CDDG puissent avoir accès aux documents de travail du groupe de travail et contribuer à ses activités à distance.</p>
<p>(ii) Développer des normes sur les nouvelles technologies et leur utilisation dans les différentes étapes du processus électoral (y inclus pour l'enregistrement des électeurs, la transmission et la tabulation des résultats, etc.), dans la forme d'une recommandation du Comité des Ministres ou de lignes directrices pour donner suite aux rapports du Secrétaire général sur la situation de la démocratie, des droits de l'homme et de l'État de droit et en tenant compte des résultats de la 129e session du Comité des ministres à Helsinki, ainsi que des travaux de la Commission de Venise dans ce domaine.</p>	<p>Lors de sa première réunion, le groupe de travail sur la démocratie et la technologie a tenu deux auditions sur cette question et a examiné un document d'un expert consultant exposant la question.</p> <p>Une troisième réunion du groupe de travail visant à faire avancer cette tâche est prévue en octobre 2020.</p> <p>Un espace web restreint a été mis en place afin que tous les membres du CDDG puissent avoir accès aux documents de travail du groupe de travail et contribuer à ses activités à distance.</p>
<p>(iii) Elaborer une recommandation du Comité des Ministres sur la responsabilité démocratique des représentants élus et des organes électifs aux niveaux local et</p>	<p>Le groupe de travail sur la responsabilité a tenu sa première réunion en février 2020 et a examiné un document d'experts. Il a convenu du champ d'application de la</p>

<p>régional en complément de la Recommandation CM/Rec(2019)3 sur le contrôle des actes des collectivités locales et afin de mettre à jour le travail précédent dans ce domaine.</p>	<p>recommandation et a décidé de proposer au CDDG un délai plus long pour finaliser ses travaux, dans le cadre de l'exercice biennal en cours. Un questionnaire a été envoyé aux membres du CDDG afin de recueillir des informations supplémentaires.</p> <p>Un espace web restreint a été mis en place afin que tous les membres du CDDG puissent avoir accès aux documents de travail du groupe de travail et contribuer à ses activités à distance.</p> <p>La deuxième réunion devrait avoir lieu en ligne en septembre 2020.</p>
<p>(iv) Promouvoir les lignes directrices et le manuel révisé sur l'éthique publique à tous les niveaux de gouvernement.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Le site web de la division de la gouvernance démocratique a été mis à jour pour donner plus de visibilité aux travaux sur l'éthique publique. - En 2020, une nouvelle boîte à outils et un nouveau référentiel sur l'éthique publique pour les autorités centrales seront finalisés. Elle reflète les lignes directrices 2020 sur l'éthique publique et complète une boîte à outils et un référentiel existants applicables au niveau local (la conduite éthique est le principe 6). Il sera examiné par le CDDG lors de sa 11ème réunion.
<p>(v) Contribuer à la mise en œuvre de la prochaine Stratégie de gouvernance numérique dans son domaine de compétence.</p>	<p>La nouvelle stratégie n'est pas encore définitive. Le CDDG pourrait contribuer à sa mise en œuvre par ses travaux sur l'administration en ligne, la démocratie en ligne, la transformation numérique et l'intelligence artificielle.</p>
<p>(vi) Contribuer à la mise à jour des boîtes à outils du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance en tenant compte des pratiques les plus récentes ainsi que des principes d'efficacité et d'efficacités.</p>	<p>En 2020, une nouvelle boîte à outils et un nouveau référentiel sur l'éthique publique au niveau central devraient être publiés. Un projet a déjà été préparé et sera présenté au CDDG lors de sa 11e réunion.</p>
<p>(vii) Faire rapport sur une base régulière au Comité des Ministres sur les travaux et les résultats de la Plateforme d'acteurs européenne qui accorde l'accréditation aux plateformes d'acteurs ou organismes nationaux autorisés à décerner le Label européen d'excellence en matière de gouvernance.</p>	<p>Ce rapport fait partie du rapport annuel du Centre d'expertise pour la bonne gouvernance. Le 25 février 2020, le rapport 2019, dont une partie porte sur ELoGE, a été présenté au GR-DEM. Le Comité des Ministres en a ensuite pris note. Le CDDG examinera le rapport 2020 du Centre d'expertise lors de sa 12e réunion.</p>

(viii) Examiner les progrès accomplis dans la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies (UNODD), comme en témoignent les mécanismes de suivi, l'établissement de normes et l'échange d'expériences et de bonnes pratiques.	Une page spéciale sur la façon dont le CDDG et le Centre d'expertise pour la bonne gouvernance contribuent aux SDG a été créée sur la page web de la Division de la gouvernance démocratique.
---	---

PLAN DE TRAVAIL RÉVISÉ

	Dates des réunions	Modalités
Bureau		
	20 avril 2020	Visioconférence
	12 mai 2020	Visioconférence
	12 juin 2020	Visioconférence
	30 juillet 2020	Visioconférence
	24 août 2020	Visioconférence
	8-9 octobre 2020	A confirmer
Bureau élargi (Plateforme d'acteurs européenne)	24 mars 2020	Visioconférence
CDDG		
Réunion thématique sur le Covid-19	18 juin 2020	Visioconférence
11e session plénière	10-11 septembre 2020	Visioconférence
12e session plénière	25-27 novembre 2020	A confirmer
Groupe de travail sur la démocratie et la technologie (GT-DT)		
	27-28 janvier 2020	A Strasbourg
	23 septembre 2020	Visioconférence
	22-23 octobre 2020	A confirmer
Groupe de travail sur la responsabilité (GT-RE)		
	13-14 février 2020	A Strasbourg
	28-29 septembre 2020	Visioconférence